

IMERY S

Société Anonyme
au capital social de 150 948 310 euros
Siège social : 154 rue de l'Université - 75007 PARIS
SIREN 562 008 151 R.C.S. Paris

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 28 AVRIL 2011

Le vingt huit avril deux mille onze, à onze heures, les actionnaires de la Société IMERY S se sont réunis en Assemblée Générale Mixte, au Pavillon Gabriel, 5 avenue Gabriel à Paris (75008). Cette Assemblée Générale Mixte a été convoquée suivant avis insérés dans les journaux d'annonces légales :

- . le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires des 21 mars 2011 et 11 avril 2011,
- . le Quotidien Juridique du 11 avril 2011,

ainsi que par lettre adressée dans les délais légaux aux actionnaires détenteurs de titres nominatifs.

La presse nationale a également annoncé la tenue de l'Assemblée de la Société conformément aux recommandations formulées par l'Autorité des marchés financiers (avis paru dans Les Echos du 1^{er} avril 2011).

Il a été établi une feuille de présence à laquelle ont été annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires et les formulaires de vote par correspondance ; cette feuille de présence a été émargée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance.

L'Assemblée est présidée par M. Aimery LANGLOIS-MEURINNE, Président du Conseil d'Administration.

La société BELGIAN SECURITIES BV représentée par M. Patrick DE VOS, et le FCPE IMERY S ACTIONS représenté par M. Gérard MARIN, tous deux actionnaires présents et acceptants, représentant le plus grand nombre de voix, sont appelés comme scrutateurs.

Le cabinet ERNST & YOUNG ET AUTRES représenté par M. François CARREGA ainsi que le cabinet DELOITTE & ASSOCIES représenté par M. Arnaud DE PLANTA, Commissaires aux comptes, sont présents.

M. Denis MUSSON, Directeur Juridique de la Société, est désigné comme secrétaire de l'Assemblée.

La feuille de présence certifiée conforme par les membres du Bureau ainsi constitué permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou qui ont voté par correspondance possèdent :

- pour la partie ordinaire de l'Assemblée : 64 744 781 actions, soit 85,77 % du nombre total de titres ayant droit de vote au jour de l'Assemblée, représentant 84 233 092 voix, soit 88,49 % du nombre total de voix,
- et pour la partie extraordinaire de l'Assemblée : 64 745 257 actions, soit 85,77 % du nombre total de titres ayant droit de vote au jour de l'Assemblée, représentant 84 234 044 voix, soit 88,50 % du nombre total de voix,

étant précisé que le nombre total de voix arrêté à la date de l'Assemblée ressort à 95 184 337.

L'Assemblée, pouvant ainsi valablement délibérer, est déclarée régulièrement constituée.

Ont été déposés sur le bureau et mis à la disposition des membres de l'Assemblée, notamment :

1. l'avis préalable à l'Assemblée Générale et les avis de convocation, à savoir :
 - . un exemplaire du Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 21 mars 2011 ayant publié l'avis préalable à l'Assemblée Générale conformément aux dispositions de l'article R. 225-73 du Code de commerce,
 - . un exemplaire du Bulletin des Annonces Légales Obligatoires et du journal d'annonces légales Le Quotidien Juridique du 11 avril 2011 contenant l'avis de convocation et les conditions d'admission à l'Assemblée,
 - . la copie et les accusés de réception des lettres de convocation adressées aux Commissaires aux comptes ainsi que la copie des lettres de convocation remises aux représentants du Comité d'Entreprise,
 - . un exemplaire de l'avis de convocation adressé aux titulaires d'actions nominatives, auquel était joint un formulaire de vote par correspondance et de procuration, contenant les documents et informations prévus par les dispositions de l'article R. 225-81 du Code de commerce ;
2. la feuille de présence de l'Assemblée à laquelle sont annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires et les formulaires de vote par correspondance ;
3. le rapport de gestion du Conseil d'Administration relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010. Ce rapport figure dans le Document de Référence 2010 incluant le Rapport Financier Annuel du Groupe, déposé le 31 mars 2011 auprès de l'Autorité des marchés financiers ;
4. les rapports spéciaux du Conseil d'Administration sur les options de souscription d'actions attribuées ou levées au cours de l'exercice 2010 ainsi que sur les attributions d'actions gratuites effectuées au cours de ce même exercice ;
5. le rapport du Président du Conseil d'Administration rendant compte de la composition, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration ainsi que des procédures de gestion des risques et de contrôle interne mises en place par la Société, inclus dans le Document de Référence 2010 ;
6. les comptes annuels de la Société et les comptes consolidés du Groupe de l'exercice clos le 31 décembre 2010, ces comptes étant inclus dans le Document de Référence 2010 ;
7. le rapport du Conseil d'Administration et les projets de résolutions proposés par ce dernier à l'Assemblée Générale, ces documents étant reproduits dans le Document de Référence 2010 ;
8. le rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de la Société et celui sur les comptes consolidés du Groupe de l'exercice 2010, ainsi que leurs rapports spéciaux :
 - établis en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce sur le rapport du Président du Conseil d'Administration ;
 - sur les conventions et engagements réglementés conclus ou poursuivis au cours de l'exercice passé,
 - sur l'émission d'actions ou de valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription,
 - sur l'émission de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créances,
 - sur l'émission d'actions ou de valeurs mobilières avec suppression du droit préférentiel de souscription réservé aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise,
 - sur l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice des salariés et mandataires sociaux,
 - l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit des salariés et mandataires sociaux,
 - sur l'émission de bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription, ainsi que
 - sur la réduction de capital par annulation d'actions achetées,

l'ensemble de ces rapports étant inclus dans le Document de Référence 2010.

9. la liste des conventions courantes conclues à des conditions normales par la Société au cours de l'exercice 2010 établie par le Président du Conseil d'Administration ;
10. les mandats exercés dans d'autres sociétés par les administrateurs. La liste de ces mandats figure dans le Document de Référence 2010 ;
11. les renseignements requis par l'article R. 225-83, 5° du Code de commerce sur la candidate dont la nomination en qualité de nouvel Administrateur la Société est proposée à l'Assemblée.

L'Assemblée donne acte au Président de ce que :

- tous les documents dont la communication est prescrite par la loi ont été tenus à la disposition des actionnaires et des membres du Comité d'Entreprise pendant les quinze jours ayant précédé l'Assemblée ;
- aucune demande d'inscription de projet de résolution à l'ordre du jour de l'Assemblée n'a été formulée par des actionnaires, en application des dispositions des articles L. 225-105 et R. 225-73 du Code de commerce.

Il est rappelé que l'Assemblée Générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

A titre Ordinaire :

1. approbation de la gestion et des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2010 ;
2. approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010 ;
3. affectation du résultat et détermination du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010 ;
4. rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L. 225-38 et L. 225-42-1 pris au bénéfice de M. Gilles Michel, Directeur Général Délégué et Administrateur, et approbation desdits engagements et conventions ;
5. ratification de la nomination de M. Gilles Michel en qualité d'Administrateur ;
6. renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Aimery Langlois-Meurinne ;
7. renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Gérard Buffière ;
8. renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Aldo Cardoso ;
9. renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Maximilien de Limburg Stirum ;
10. renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Jacques Veyrat ;
11. nomination de Madame Arielle Malard de Rothschild en qualité de nouvel Administrateur ;
12. achat par la Société de ses propres actions.

A titre Extraordinaire :

13. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription ;
14. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
15. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre par placement privé visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier ;
16. autorisation donnée au Conseil d'Administration à l'effet de fixer le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, en cas de suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 10 % du capital par an ;

17. délégation de pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital en vue de rémunérer des apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, dans la limite de 10 % du capital par an ;
18. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance ;
19. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes de fusion, d'apport ou autres ;
20. limitation globale du montant nominal des émissions d'actions ordinaires et de titres d'emprunt pouvant résulter des délégations et autorisations qui précèdent ;
21. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de la Société ou de son Groupe ;
22. autorisation donnée au Conseil d'Administration de consentir aux salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, ou à certaines catégories d'entre eux, des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société ;
23. autorisation donnée au Conseil d'Administration de procéder au profit de salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, ou à certaines catégories d'entre eux, à des attributions gratuites d'actions de la Société ;
24. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (BSA) au bénéfice de salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales ou à certaines catégories d'entre eux ;
25. autorisation donnée au Conseil d'Administration de réduire le capital social par annulation d'actions auto-détenues ;
26. pouvoirs.

M. LANGLOIS-MEURINNE prend la parole et demande à l'Assemblée de bien vouloir accueillir Gilles Michel qui a rejoint le Groupe Imerys à l'automne 2010, qui a été nommé Directeur Général Délégué puis Administrateur en remplacement de Gilbert Milan par le Conseil d'Administration du 3 novembre 2010. Il a pris depuis le 1^{er} janvier 2011 la responsabilité opérationnelle du Groupe.

M. LANGLOIS-MEURINNE informe également l'Assemblée que Gérard Buffière et lui-même ont émis le souhait au Conseil de ne pas voir renouveler leurs mandats respectifs de Directeur Général et de Président du Conseil d'Administration qui arrivent à échéance à l'issue de la présente Assemblée. Comme annoncé à plusieurs reprises au cours de ces derniers mois, le Conseil d'Administration a ainsi décidé lors de sa réunion tenue ce jour, préalablement à l'Assemblée, de réunir les fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général de la Société et a désigné Gilles Michel pour les exercer. Cette nomination prendra effet sous réserve de la ratification par la présente Assemblée de sa nomination en qualité d'Administrateur.

M. LANGLOIS-MEURINNE ajoute qu'il a accepté à la demande du Conseil d'Administration d'occuper désormais les fonctions de Vice-Président du Conseil en qualité d'Administrateur Référent, ayant ainsi pour principales missions d'assurer le bon fonctionnement des organes de gouvernance de la Société, d'assister le Président-Directeur Général dans l'organisation des travaux du Conseil et de ses Comités et de coordonner les relations de la Société avec ses actionnaires de contrôle, en veillant à l'application des meilleures pratiques de Gouvernement d'Entreprise.

M. LANGLOIS-MEURINNE exprime ensuite au nom du Conseil d'Administration son estime, son admiration et sa reconnaissance à Gérard Buffière pour l'œuvre remarquable qu'il a accomplie pendant ces huit années à la tête d'Imerys, en formant une équipe de direction compétente, énergique, responsable et très soudée, en conduisant une stratégie de croissance rentable tant interne qu'externe et en dirigeant avec énergie et lucidité la Société à travers la crise pour pouvoir aujourd'hui la confier en excellent état à son successeur, Gilles Michel. Il a travaillé en parfaite symbiose tout au long de ces années avec le Conseil, ses Comités, et les actionnaires de contrôle dans l'intérêt de la Société et de l'ensemble de ses actionnaires. Enfin, M. LANGLOIS-MEURINNE remercie Gérard BUFFIERE pour l'amitié qu'il lui a accordée tout au long de ces années.

Gérard BUFFIERE prend alors la parole pour remercier l'ensemble des actionnaires, et en particulier les actionnaires de contrôle de la Société, pour l'appui qu'ils lui ont apporté au cours de ses 13 années passées chez Imerys, dont 8 à sa tête. Gérard BUFFIERE remercie également les membres du Conseil d'Administration pour ses actions et recommandations, notamment lors de périodes difficiles telles que la crise de 2008-2009. Enfin, Gérard BUFFIERE exprime toute sa reconnaissance aux équipes avec lesquelles il a travaillé depuis son arrivée dans le Groupe.

ACTIVITE ET RESULTATS 2010

A la demande de M. LANGLOIS-MEURINNE, M. Gérard BUFFIERE et M. Michel DELVILLE, Directeur Financier de la Société, présentent **l'activité et les résultats du Groupe de l'exercice 2010**.

En 2010, les marchés d'Imerys ont évolué favorablement mais restent significativement en-deçà des volumes d'avant la crise (environ - 15 %). L'euro s'est affaibli par rapport au dollar pendant une partie de l'année ; le Groupe en a bénéficié, non seulement par la traduction des ventes dollar en euro mais aussi par l'amélioration de la compétitivité de ses clients européens (équipementiers industriels, papetiers, etc...). La production d'acier a notablement progressé grâce au dynamisme des zones émergentes. Elle a été bien orientée aux Etats-Unis et, dans une moindre mesure, en Europe.

La production mondiale de papier d'impression et d'écriture a augmenté de + 6 % par rapport à l'année précédente.

La demande est restée globalement stable dans les produits de consommation courante servis par le Groupe (liquides alimentaires, produits d'hygiène, etc ...).

La construction a faiblement repris en Europe, même si de bons indicateurs avancés (ventes de logements, permis de construire) ont été publiés en France. Aux Etats-Unis, ce secteur est resté à un niveau très bas au cours des 18 derniers mois.

Le Groupe a par ailleurs repris sa politique de croissance externe comme l'a montré l'acquisition de la société brésilienne Pará Pigmentos S.A. (PPSA) en juillet 2010. Cette acquisition, qui permettra au Groupe d'améliorer sa position stratégique dans les segments du papier et de l'emballage, a représenté un investissement global de 54 millions d'euros.

Le **chiffre d'affaires de l'exercice 2010** s'est élevé à 3 346,7 millions d'euros, soit une hausse de 20,7 % par rapport à l'exercice 2009. Cette hausse prend en compte :

- un effet périmètre de + 23,9 millions d'euros, essentiellement lié à l'acquisition de la société PPSA, consolidée à partir du 1^{er} août 2010 et à la cession de Planchers Fabre en mai 2009,
- un effet de change de + 134,0 millions d'euros, qui s'est accentué au 2nd semestre du fait d'un affaiblissement de l'euro par rapport aux autres devises, en moyenne, en 2010 par rapport à 2009.

A périmètre et changes comparables, l'augmentation du chiffre d'affaires (+ 15,0 % par rapport à l'année 2009) a marqué la reprise globale des volumes de ventes (+ 13,1 %) dans les quatre branches d'activité ; cette reprise a été plus forte pour les branches qui avaient été les plus affectées par la crise et le déstockage en 2009. L'effet prix/mix a progressé de + 1,9 % sur l'année 2010.

La forte augmentation du chiffre d'affaires au 4^{ème} trimestre (+ 19,5 %) ne doit pas être extrapolée sur le début de l'exercice 2011 : elle inclut un effet de change sensible (+ 5,9 %).

A périmètre et changes comparables, les ventes du dernier trimestre 2010 sont légèrement inférieures à celle des 2^{ème} et 3^{ème} trimestres, traduisant la fin du restockage ainsi que des conditions météorologiques défavorables, en particulier pour les activités Matériaux de Construction.

Au delà des effets limités de périmètre et de change (respectivement - 3,0 millions d'euros et + 0,2 million d'euros), le **résultat opérationnel courant** à périmètre et change comparables a augmenté de + 172,9 millions d'euros par rapport à 2009. Il tient compte de la forte contribution des volumes de ventes (+ 161,4 millions d'euros). Le prix et le mix de produits ont été favorables (+ 27,0 millions d'euros) et le Groupe a enregistré une diminution globale des coûts variables (- 22,3 millions d'euros), notamment de la facture énergétique. Les coûts fixes de production et frais généraux sont demeurés sous contrôle (+ 74,3 millions d'euros).

Plus de la moitié des économies réalisées en 2009 (157,8 millions d'euros) ont été conservées au cours de l'exercice 2010, en corrélation avec la reprise des volumes (frais de personnel, maintenance).

Au 4^{ème} trimestre 2010, la **marge opérationnelle** (11,6 %) a subi l'impact négatif d'une météo défavorable en France, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, perturbant ainsi les conditions d'exploitation et pesant sur le mix d'activités (recul des segments liés à la construction principalement).

A 12,5 %, la marge opérationnelle du Groupe a gagné 3,5 points en 2010 par rapport à l'exercice 2009.

La progression de + 199,5 millions d'euros du **résultat net, part du Groupe**, à 240,8 millions d'euros, tient compte des autres produits et charges nets d'impôts (+ 0,5 millions d'euros) comprenant notamment les éléments suivants, nets d'impôts :

- un produit sur écart d'acquisition de PPSA (badwill), net de coûts d'acquisitions (frais, restructurations) pour un total de 40,2 millions d'euros ;
- un résultat financier non courant issu de l'enregistrement, au 1^{er} semestre 2010, d'un gain de change non récurrent de + 6,7 millions d'euros, suite à une restructuration des financements des filiales américaines du Groupe (soit + 10,2 millions d'euros avant impôts) ;
- des provisions pour restructurations et dépréciations d'actifs pour un montant total de - 30,7 millions d'euros (correspondant notamment à la fermeture du site espagnol d'Imerys Kiln Furniture ; en Chine, désengagement des activités vermiculite et dépréciation de droits miniers) ;
- des dotations aux provisions pour réhabilitation de sites pour - 14,2 millions d'euros : la revue des situations environnementales des sites industriels du Groupe, menée en 2010, a en effet conduit à l'enregistrement de provisions additionnelles à long terme.

Le **besoin en fonds de roulement opérationnel** a augmenté de + 45,7 millions d'euros, en liaison avec la hausse du chiffre d'affaires (+ 20,7 %). Le besoin en fonds de roulement a représenté ainsi 21,8 % des ventes annualisées du dernier trimestre. En excluant l'effet de l'affacturage de créances clients (pour 71 millions d'euros au 31 décembre 2010), ce ratio s'est élevé à 23,8 % (contre 24,9 % au 31 décembre 2009). Les investissements industriels comptabilisés se sont élevés à 169,1 millions d'euros contre 118,7 en 2009. Ils ont représenté 79 % des amortissements (contre 65 % en 2009) et ont été principalement destinés à la maintenance de l'outil industriel ainsi qu'aux opérations de découverte.

La **dette financière nette** consolidée, à 872,8 millions d'euros, a été réduite d'environ 92 millions d'euros en 2010. Cette évolution tient compte des éléments suivants :

- un cash flow libre courant élevé à 274,2 millions d'euros,
- la mise en paiement, le 11 mai 2010, de 75,5 millions d'euros de dividendes, auxquels se sont ajoutés 0,8 million d'euros de dividendes versés aux actionnaires minoritaires des filiales,
- l'acquisition de PPSA et de droits miniers dans l'Etat de Pará (Brésil), pour un montant total de 54,1 millions d'euros.

A la clôture de l'exercice 2010, les ressources financières totales d'Imerys s'élevaient à près de 2,2 milliards d'euros, sans qu'aucun remboursement significatif ne doive intervenir avant la fin de l'année 2012. La maturité moyenne des ressources financières est de 3,8 ans.

Après avoir remercié Messieurs BUFFIERE et DELVILLE, M. LANGLOIS-MEURINNE prie M. Gilles MICHEL de bien vouloir présenter les **résultats du 1^{er} trimestre 2011 du Groupe ainsi que ses perspectives**.

RESULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2011

PERSPECTIVES ET CONCLUSIONS

Au **1^{er} trimestre 2011**, les marchés finaux d'Imerys ont affiché une forte croissance par rapport à la même période de l'année précédente, qui constitue cependant une base de comparaison très favorable. Pour la plupart d'entre eux, l'amélioration s'est inscrite dans le prolongement de la fin d'année 2010.

La reprise de l'investissement industriel (machine-outil, aéronautique, etc ...) et des biens de consommation durable (automobile, électroménager, etc ...), amorcée en 2010, s'est poursuivie au 1^{er} trimestre 2011 comme en témoigne la production mondiale d'acier qui a crû d'environ + 9 % par rapport à la même période de 2010. Dans le domaine des produits de consommation courante (agro-alimentaire, santé, électronique, etc...), la tendance reste positive depuis plusieurs mois. La production mondiale de papier d'impression et d'écriture a progressé de + 2 % par rapport au 1^{er} trimestre 2010, grâce au dynamisme des pays émergents. Avec un différé de plusieurs trimestres, l'évolution favorable des permis de construire s'est traduite par une reprise significative des mises en chantier de logements individuels neufs en France. Dans les autres pays européens, la situation est contrastée et la reprise est globalement très lente. Aux Etats-Unis, en revanche, les niveaux d'activité demeurent historiquement faibles.

L'environnement macro-économique a été marqué par la volatilité des devises et un renchérissement du coût de certains facteurs (matières premières, énergie).

Les performances d'Imerys se sont améliorées au 1^{er} trimestre 2011, avec un **chiffre d'affaires** en hausse de + 17,4 % par rapport au 1^{er} trimestre 2010 et une marge opérationnelle de 13,2 %. La situation financière du Groupe reste solide, grâce notamment à la maîtrise de son besoin en fonds de roulement, dans un contexte de croissance de l'activité. La dette nette n'a pas évolué de façon significative depuis le 31 décembre 2010, date à laquelle elle représentait 40 % des capitaux propres.

La progression du chiffre d'affaires prend en compte :

- un effet de périmètre de + 9,6 millions d'euros (+ 1,3 %), essentiellement lié à l'intégration de PPSA (branche Pigments pour Papier & Emballage),
- un effet de change de + 18,5 millions d'euros (+ 2,4 %).

A périmètre et changes comparables, la croissance du chiffre d'affaires confirme la reprise globale des volumes de ventes (+ 10,2 %). Ils s'améliorent, sur la tendance de la fin d'année 2010, avec une reprise de la construction en France. Il convient de rappeler que l'activité du 1^{er} trimestre 2010, qui avait été particulièrement affectée par des conditions météorologiques difficiles, constitue une base de comparaison favorable pour le 1^{er} trimestre de l'exercice en cours. L'effet prix/mix, en hausse de + 3,5 %, est positif dans chaque branche d'activité.

Afin d'accompagner la demande croissante de quartz de haute pureté destiné aux segments des semi-conducteurs et de l'industrie photovoltaïque, Imerys (Minéraux pour Céramiques) s'est associé au groupe norvégien Norsk Mineral AS au travers de la joint-venture "**The Quartz Corp SAS**", constituée le 24 mars 2011, à parité entre les deux groupes. La combinaison de leurs compétences géologiques, industrielles et technologiques permettra un élargissement de leur gamme de produits, sur un marché en croissance rapide et aux exigences pointues. Cette joint-venture aurait réalisé, en 2010, un chiffre d'affaires pro forma de l'ordre de 50 millions de dollars.

En ce début d'année 2011, les marchés d'Imerys poursuivent leur croissance à un rythme en ligne avec celui de la fin d'année 2010, avec une amélioration de la construction en France. La base de comparaison des deux trimestres à venir sera cependant défavorable, en raison du phénomène notable et non récurrent de restockage intervenu en 2010. L'activité du Groupe sera marginalement affectée par les événements du Japon, où Imerys emploie 83 salariés et réalise moins de 5 % de son chiffre d'affaires. Compte tenu des polices d'assurance contre les risques industriels et les pertes d'exploitation dont bénéficie le Groupe, Imerys n'anticipe pas d'impact significatif direct de ces événements sur ses résultats futurs.

Pour les trimestres à venir, l'environnement reste marqué par de fortes incertitudes :

- inflation de certains facteurs de coûts (matières premières, énergie, emballages),
- volatilité des devises,
- aléas macro-économiques.

Sauf événement externe majeur lié notamment à ce contexte, le Groupe devrait enregistrer, en 2011, une nouvelle progression de ses performances.

M. Aimery LANGLOIS-MEURINNE remercie Messieurs BUFFIERE, DELVILLE et MICHEL pour ces présentations détaillées. Il demande ensuite à Monsieur Denis MUSSON, Secrétaire de l'Assemblée, de résumer les résolutions qui seront soumises au vote des actionnaires.

RESUME DES RESOLUTIONS

Après avoir informé l'Assemblée qu'aucune demande d'inscription à l'ordre du jour de projets de résolution complémentaires n'était parvenue à la Société, Monsieur Denis MUSSON résume les différentes résolutions soumises au vote des actionnaires.

A l'occasion du résumé de celles portant sur les engagements réglementés conclus en 2010, M. Aimery LANGLOIS-MEURINNE présente l'évolution des éléments de rémunération fixes et variables de Messieurs BUFFIERE ET MICHEL, en intégrant ceux de 2011 tels qu'ils ont été décidés par le Conseil d'Administration ayant précédé la présente Assemblée.

M. Aimery LANGLOIS-MEURINNE présente également Madame Arielle Malard de Rothschild dont la nomination en qualité de nouvel Administrateur de la Société est proposée aux Actionnaires, sa nomination contribuant ainsi à renforcer le nombre de membres indépendants et poursuivre la féminisation du Conseil.

Enfin, M. Denis MUSSON présente les délégations et autorisations financières ainsi que les autorisations spécifiques en faveur des salariés et mandataires sociaux dont le renouvellement est proposé à l'Assemblée.

Lecture est donnée par les Commissaires aux comptes du résumé de leurs rapports afférents aux résolutions concernées.

M. Aimery LANGLOIS-MEURINNE informe ensuite l'Assemblée qu'une question écrite a été adressée, dans les conditions prévues par la loi, le 20 avril 2011, à la Société, par l'Association IPAC (Initiative Pour un Actionnariat Citoyen) et dont les termes sont les suivants :

"Notre Société possède des activités dans plusieurs pays présentant des risques en matière de stabilité sociale (Tunisie, Thaïlande, Zimbabwe). Pouvez-vous faire un point précis à l'attention des actionnaires sur les mesures prises par notre Société pour assurer la sécurité de son personnel dans ces pays et pour garantir l'intégrité de ses relations avec les autorités locales ?".

QUESTION ECRITE

M. Aimery LANGLOIS-MEURINNE demande alors à M. Gilles MICHEL de bien vouloir donner lecture à l'Assemblée des réponses formulées par le Conseil d'Administration réuni préalablement ce jour.

"Imerys est présent dans 47 pays dans le monde. Certains d'entre eux peuvent connaître des périodes plus ou moins longues d'instabilité sociale comme cela est ou a effectivement été le cas au Zimbabwe, en Thaïlande ou en Tunisie, beaucoup plus récemment. D'autres pays peuvent aussi être confrontés à des catastrophes naturelles (Indonésie en 2004, Chili en 2009, Chine durant l'été 2010 ; Japon actuellement).

Assurer la sécurité de notre personnel tant sur son lieu de travail, qu'en cas d'exposition à des risques extérieurs liés à la situation politique ou à des catastrophes naturelles locales, est l'un des premiers principes fixés par la Direction Générale au fonctionnement du Groupe et à l'ensemble de ses managers dans le cadre de sa Charte Environnement, Hygiène & Sécurité. Par ailleurs, notre Code d'Ethique et de Conduite des Affaires régit les relations du Groupe et de son personnel avec les gouvernements des pays dans lesquels il est implanté.

Nous sommes fortement engagés, à travers des actions de formation, de reporting, d'audits et d'objectifs pluriannuels, à assurer et promouvoir le respect de ces principes dans l'ensemble du Groupe. Ces engagements s'accompagnent d'une forte implication dans les relations avec les communautés environnantes de nos sites, l'objectif poursuivi étant d'accroître les retombées positives de nos activités

et d'en minimiser les éventuels aspects négatifs. Notre site internet présente des exemples des nombreuses initiatives prises localement pour susciter le développement d'un tissu économique local.

Lorsqu'une crise éclate dans un pays donné, la direction locale des opérations concernées veille d'abord à assurer un contact permanent avec notre personnel (qu'il soit local ou expatrié) de manière à suivre au plus près leur situation individuelle et d'intervenir pour assurer leur sécurité. Un suivi régulier de la situation et des actions entreprises est par ailleurs assuré entre la direction locale et sa hiérarchie et avec les responsables des fonctions corporate d'Imerys :

- dans le cas des événements de Tunisie en tout début d'année, un dispositif équivalent a été mis en œuvre avec un suivi quotidien avec l'équipe locale afin d'anticiper ou de prévenir toute dégradation de la situation ;
- dans le cas de l'agitation sociale de Thaïlande, au printemps 2010, nos activités étant éloignées de la capitale, notre personnel n'y a été que peu exposé. L'évolution de la situation a toutefois été suivie de très près par l'équipe de direction locale avec le soutien de celle de leurs divisions opérationnelles ;
- au Zimbabwe, deux situations sont considérées avec attention par le Groupe. La première concerne la grande précarité des conditions de vie de notre personnel, de leurs familles et de la communauté locale où nous opérons. Notre filiale locale et son management, dans la mesure de leurs faibles moyens, contribuent à atténuer le plus possible cette situation, notamment, par des actions de formation, d'aide à la micro entreprise (élevages alimentaires). La seconde situation concerne la mise en œuvre requise par le gouvernement local en vue de l'indigénisation des activités minières locales. Nous établissons actuellement avec notre management local un programme qui devrait être soumis dans les prochaines semaines aux autorités compétentes.

Pour finir, au-delà des mesures que nous prenons pour assurer la sécurité de notre personnel, il est important de souligner qu'une société ne peut en aucun cas se substituer aux autorités locales en matière de maintien de l'ordre ou de gestion des effets de catastrophes naturelles".

M. Aimery LANGLOIS-MEURINNE remercie M. Gilles MICHEL. Il est ensuite répondu par les membres du bureau aux questions posées par les participants à la réunion.

RESUME DES DEBATS

Monsieur BULIDON, actionnaire individuel

Merci Monsieur le Président.

Monsieur Buffière, je tiens à mon tour à vous remercier pour la qualité de votre communication auprès de vos actionnaires et en particulier les actionnaires individuels qui sont présents à cette Assemblée Générale.

Je souhaiterais revenir sur certains aspects de la performance du Groupe en 2010, puis j'aborderai des questions importantes de Gouvernance.

La performance du Groupe ainsi que la marge opérationnelle sont en nette progression en 2010. Toutefois, comme vous l'avez souligné, les volumes de vente restent inférieurs aux volumes d'avant crise d'environ 15%. Ce commentaire suscite la question suivante : n'est-il pas nécessaire d'accélérer votre croissance externe ? La part du chiffre d'affaires du Groupe dans les pays émergents est certes élevée, 26 % contre quelques pourcents seulement en 2001, mais insuffisante, me semble-t-il, pour un leader mondial.

La solidité et le niveau de marge de la branche Matériaux de Construction & Monolithiques sont impressionnants. Quels enseignements en tirez-vous pour votre stratégie ?

Par ailleurs, souhaitez-vous maintenir le ratio "besoin en fonds de roulement sur chiffre d'affaires" au dessus de 20 % ?

J'aborde maintenant les questions de Gouvernance :

Monsieur le Président, la position des actionnaires de contrôle à l'égard des minoritaires est-elle inchangée ? Le rachat de la participation des actionnaires de contrôle est toujours un risque pour les actionnaires individuels. Par ailleurs, j'ai été alerté par la décision du Conseil d'Administration de désigner un administrateur référent en votre personne, dont l'une des missions sera de faciliter les relations entre les actionnaires de contrôle et le Président-Directeur Général. Je pense que cette disposition ne respecte pas le principe d'équité entre les actionnaires car, selon moi, vous ne pouvez être à la fois un administrateur qui facilite la relation des actionnaires majoritaires avec le dirigeant de la Société, et défendre les intérêts de l'ensemble des actionnaires.

Enfin, je souhaiterais aborder la question de la rémunération de Monsieur Gilles Michel au titre de l'exercice 2010. Le Document de référence 2010 d'Imerys fait apparaître une rémunération de 2,6 millions d'euros, dont l'essentiel relève d'options et d'actions de performance valorisées au dernier cours du titre au 31 décembre 2010. Je considère que c'est un « hello parachute ». Cela méritait une justification et une explication dans le Document de Référence et je regrette que vous ayez glissé sur cette explication.

Gilles MICHEL

Le chiffre d'affaires étant encore inférieur à celui d'avant-crise, nous cherchons effectivement des relais de croissance. Les marchés que nous servons en font partie tel que celui de la construction nord-américaine qui est encore à un niveau historiquement bas. Vous évoquiez les leçons à tirer de la bonne performance du secteur des Matériaux & Monolithiques. Le développement au cours de ces 5 dernières années de la division Réfractaires pour Monolithiques, tant géographique qu'en termes de prise de parts de marché ou d'amélioration de l'offre et des services, est un excellent exemple de croissance interne à fort potentiel.

Par ailleurs, la croissance externe est depuis 10 ans l'un des objectifs prioritaires du Groupe, et elle le restera. Le projet d'acquisition des activités Talc du groupe Rio Tinto, qui est significatif pour Imerys, en est le meilleur exemple.

Concernant le maintien du ratio "besoin en fonds de roulement sur chiffre d'affaires" à un niveau supérieur à 20 %, la réponse est un oui franc et massif. La crise a contraint le Groupe – qui l'a fait avec beaucoup de diligence et d'efficacité – à réduire son besoin en fonds de roulement. Imerys a ainsi généré de la trésorerie et amélioré sa performance opérationnelle ; il n'est pas question de relâcher ce niveau de performance. Le ratio actuel est de l'ordre de 21 % ; son maintien est un des objectifs opérationnels du Groupe. L'ensemble de nos actions, les indicateurs de performance et le pilotage des opérations du Groupe par leurs managers sont organisés en ce sens.

Gérard BUFFIERE

Je me permets d'ajouter un point, Monsieur Bulidon, car je ne voudrais pas que vous pensiez que nos marges se sont améliorées grâce à un malthusianisme préjudiciable à nos parts de marché. Ces dernières sont appréhendées le plus précisément possible grâce, notamment, aux statistiques publiées par un certain nombre de syndicats professionnels.

Aimery LANGLOIS-MEURINNE

Je tiens tout d'abord, Monsieur Bulidon, à saluer votre vigilance et votre fidélité. Je vais maintenant tenter de répondre à vos questions sur la gouvernance d'Imerys.

Je ne sais pas quelles seront les intentions des actionnaires de contrôle d'Imerys dans l'avenir. Néanmoins, ces derniers ont assuré depuis plus de 25 ans la stabilité du capital de la Société et la continuité du développement de sa stratégie ainsi que la qualité des équipes de direction. Je ne peux m'engager pour le futur, mais compte tenu du succès du Groupe dans le passé, ses actionnaires de contrôle sont tout à fait enclins à poursuivre son développement, et c'est en ce sens que la succession a été organisée à la tête d'Imerys.

Concernant les aspects plus formels de gouvernance, les principes appliqués par la Société sont constants même si les modalités d'organisation peuvent être variables. Ces principes sont très clairs, le premier étant que bien évidemment l'actionnaire de contrôle exerce ses prérogatives sans jamais porter atteinte aux droits ou intérêts des actionnaires minoritaires. Les administrateurs indépendants, de grande qualité, membres de comités, peuvent en témoigner. Le second principe repose sur la distinction entre l'Exécutif – Patrick Kron, Président du Directoire autrefois, puis Gérard Buffière, Directeur Général et aujourd'hui, Gilles Michel, Président-Directeur Général – et les organes sociaux chargés de contrôler et d'encadrer la politique et la stratégie de la Société. Le mode de direction varie mais la relation de confiance totale demeure. Je note donc votre remarque, mais je ne suis inquiet ni pour les actionnaires de contrôle que je représente ni pour l'ensemble des actionnaires.

Enfin, pour répondre à votre dernière question, Imerys n'a pas cherché à éluder les attributions d'options ou d'actions faites à Gilles Michel lors de son arrivée dans le Groupe ; celles qui figuraient sur le transparent qui vient de vous être présenté, ont fait l'objet d'une publication par la Société. Ces attributions correspondent aux pratiques de la Société appliquées lors de la nomination de Patrick Kron ou de Gérard Buffière à la tête du Groupe, ainsi qu'aux éléments de benchmarking fournis par des experts indépendants au Comité des Nominations et des Rémunérations et que le Conseil d'Administration s'efforce de suivre.

Un actionnaire individuel

Mes questions portent sur les acquisitions annoncées par le Groupe. La joint-venture créée avec un partenaire norvégien dans le secteur du Quartz semble être un excellent choix stratégique. Toutefois, je me pose des questions sur l'opportunité de cette opération dans le temps : compte tenu du fait que la monnaie norvégienne est très forte, je m'interroge en effet sur la valorisation des actifs apportés dans le cadre de ce partenariat.

Concernant l'acquisition annoncée de Talc de Luzenac, le Groupe s'est-il garanti contre le risque d'un éventuel rebond du dollar ?

Comme vous l'avez indiqué lors des présentations, le marché de la construction aux Etats-Unis est à un niveau historiquement faible. Le dollar étant par ailleurs très bas, n'y-a-t-il pas des opportunités stratégiques ? Dans l'affirmative, auriez-vous les moyens d'y répondre ?

Enfin, vous avez indiqué que le fort restockage constaté en 2010 dans l'activité Papier était un phénomène plutôt exceptionnel dont la durée serait limitée dans le temps, d'autant que le dollar moyen était à cette époque encore très haut. La situation risquant de s'inverser, je vous suggère de céder la Branche pour Papier afin d'apporter au Groupe les ressources financières nécessaires aux acquisitions envisagées.

Merci de votre réponse, Monsieur le Président.

Gilles MICHEL

Je vous remercie, Monsieur. Je ne procéderai pas ici à une revue du portefeuille stratégique du Groupe. Je préciserai néanmoins que nous avons constitué une joint-venture dans le secteur du Quartz avec des partenaires que le Groupe connaît bien, puisque ce sont d'anciens clients. Chaque groupe a effectivement apporté des actifs dans le cadre de ce partenariat, ainsi qu'une part non négligeable de savoir-faire dans le traitement et la purification des minéraux. Je crois ainsi que le timing était tout à fait le bon et que ce partenariat qui réunit des forces complémentaires a un fort potentiel de développement.

Concernant l'acquisition de Talc de Luzenac, je vous confirme que le Groupe a pris les précautions nécessaires pour se protéger des évolutions erratiques éventuelles du dollar.

Je précise enfin que le marché de la construction américaine ne représente que 4 % de notre chiffre d'affaires. Il y a un grand potentiel de reprise mais nul ne sait quand elle aura lieu. Nous nous assurons aujourd'hui de pouvoir répondre à ce marché lorsqu'il sortira de la crise.

Aimery LANGLOIS-MEURINNE

Y a-t-il d'autres questions ?

Un actionnaire individuel

Sur l'activité papier ?

Gilles MICHEL

Je ne ferai aucun commentaire. Je pense toutefois que votre question faisait implicitement référence à la performance de la branche Pigments pour Papier et Emballage qui représente une part importante du chiffre d'affaires et du résultat du Groupe. Je vous confirme donc que la performance de cette Branche au premier trimestre 2011 est tout à fait satisfaisante et que j'ai pleinement confiance en son potentiel.

Constatant que plus personne ne demande la parole, M. Aimery LANGLOIS-MEURINNE demande à M. Denis MUSSON, de soumettre les résolutions au vote de l'Assemblée Générale.

VOTE DES RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION

Approbation de la gestion et des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2010

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes annuels de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 103 621 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 2 201 abstentions.

DEUXIEME RESOLUTION

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 54 531 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 2 201 abstentions.

TROISIEME RESOLUTION

Affectation du résultat – Détermination du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration :

constate que le bénéfice de la Société pour l'exercice écoulé s'élève à :	83 645 324,81 euros
décide de prélever un montant de :	(16 931,80) euros
pour porter la réserve légale à 10 % du capital social	
le solde, augmenté du report à nouveau d'un montant de :	369 029 828,11 euros
forme un total distribuable de :	452 658 221,12 euros
décide de verser au titre de l'exercice 2010, un dividende de 1,20 euro à chacune des 75 474 155 actions composant le capital social au 1 ^{er} janvier 2011, représentant une distribution de :	(90 568 986,00) euros
et affecte le solde au report à nouveau qui s'élève désormais à :	362 089 235,12 euros

L'Assemblée Générale décide que le montant total du dividende versé sera ajusté en fonction du nombre d'actions émises à la suite de levées d'options de souscription d'actions et ayant droit au dividende de l'exercice 2010 à la date de paiement de ce dividende. Le montant affecté au report à nouveau sera déterminé sur la base du montant total du dividende effectivement mis en paiement.

L'Assemblée Générale décide que le dividende sera mis en paiement à compter du 11 mai 2011.

Si lors de la mise en paiement du dividende, la Société détenait certaines de ses actions, les sommes correspondant aux dividendes qui n'auraient pas été distribuées de ce fait, seraient affectées au report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que le dividende ouvre droit pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts ; cet abattement ne sera pas applicable dès lors que le bénéficiaire aura opté pour le prélèvement libératoire forfaitaire prévu par l'article 117 quater du Code général des impôts.

L'Assemblée Générale prend acte que le montant des dividendes par action mis en paiement au titre des trois exercices précédents a été le suivant :

	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2007
Dividende net par action	1,00 €*	1,00 €*	1,90 €*
Nombre d'actions ayant perçu le dividende	75 505 458	62 787 810	62 618 358
Distribution nette totale	75,5 M€	62,8 M€	118,9 M€

* dividende éligible à l'abattement de 40 %.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 76 277 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 2 210 abstentions.

QUATRIEME RESOLUTION

Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L. 225-38 et L. 225-42-1 du Code de commerce pris au bénéfice de M. Gilles Michel, Directeur Général Délégué et Administrateur, et approbation desdits engagements et conventions

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes établi en application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, et statuant sur ce rapport, approuve, conformément aux dispositions des articles L. 225-38 et L. 225-42-1 du Code de commerce, les conventions et engagements pris par la Société au bénéfice de M. Gilles Michel, Directeur Général Délégué et Administrateur, tels qu'autorisés par le Conseil d'Administration en sa séance du 3 novembre 2010.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 8 267 312 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 2 209 abstentions.

CINQUIEME RESOLUTION

Ratification de la nomination de M. Gilles Michel en qualité d'Administrateur

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, ratifie la décision prise par ce dernier en sa séance du 3 novembre 2010, de nommer M. Gilles Michel en qualité de nouvel Administrateur de la Société en remplacement de M. Gilbert Milan, démissionnaire, pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2012, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2011.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 4 981 019 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 2 201 abstentions.

SIXIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Aimery Langlois-Meurinne

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Aimery Langlois-Meurinne vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2014, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2013.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 4 000 940 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 2 408 abstentions.

SEPTIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Gérard Buffière

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Gérard Buffière vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2014, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2013.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 692 356 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 2 474 abstentions.

HUITIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Aldo Cardoso

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Aldo Cardoso vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2014, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2013.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 1 098 707 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 2 474 abstentions.

NEUVIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Maximilien de Limburg Stirum

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Maximilien de Limburg Stirum vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2014, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2013.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 730 360 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 2 571 abstentions.

DIXIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Jaques Veyrat

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Jacques Veyrat vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2014, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2013.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 144 599 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 2 505 abstentions.

ONZIEME RESOLUTION

Nomination de Madame Arielle Malard de Rothschild en qualité de nouvel Administrateur

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer à compter de ce jour, en qualité de nouvel Administrateur, Madame Arielle Malard de Rothschild, pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2014, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2013.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 604 085 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 2 373 abstentions.

DOUZIEME RESOLUTION

Achat par la Société de ses propres actions

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, en application des dispositions de l'article L. 225-209 et suivants du Code de commerce et des articles 241-1 à 241-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers :

- 1) autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à procéder à l'achat des actions de la Société :
 - en vue de l'annulation des actions ainsi acquises, ainsi que, le cas échéant, de celles acquises dans le cadre d'autorisations de rachat d'actions antérieures, sous réserve de l'adoption par la présente assemblée de la vingt-cinquième résolution,
 - en vue d'animer le marché par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant au nom et pour le compte de la Société en toute indépendance et sans être influencé par la Société, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une Charte de Déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ou de toute autre manière conformément à la réglementation applicable en vigueur,
 - en vue d'attribuer ou de céder des actions aux salariés, anciens salariés ou mandataires de la Société et de ses filiales au sens des articles L. 225-180 et L. 233-3 du Code de commerce, notamment dans le cadre de plans d'épargne salariale, d'options d'achat d'actions, ou d'attributions gratuites d'actions, dans les conditions prévues par la loi, et sous réserve de l'adoption par la présente Assemblée des vingt-et-unième, vingt-deuxième et vingt-troisième résolutions,
 - pour la remise ou l'échange d'actions, en particulier à l'occasion d'émission de titres ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, ou dans le cadre d'opérations de croissance externe,
 - et de manière générale, à toutes fins permises ou qui viendraient à être autorisées par la réglementation en vigueur.

L'acquisition, la cession, le transfert et l'échange des actions pourront être effectués, dans le respect de la réglementation en vigueur, sur le marché ou de gré à gré, par tous moyens, y compris par transfert de blocs, par l'utilisation ou l'exercice de tout instrument financier et produit dérivé.

- 2) fixe les limites suivantes à l'utilisation de la présente autorisation par le Conseil d'Administration :
 - le nombre maximum d'actions pouvant être acquises ne pourra excéder 10 % du nombre total d'actions émises et en circulation au 1er janvier 2011, soit 7 547 415 actions,
 - le nombre d'actions que la Société détiendra, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, ne pourra dépasser 10 % des actions composant le capital de la Société,
 - le prix maximum d'achat des actions ne pourra être supérieur à 80 euros,
 - le montant maximal susceptible d'être ainsi consacré par la Société à ces acquisitions ne pourra être supérieur à 603,8 millions d'euros ;

- 3) décide que, en cas de modification du nominal des actions, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et d'attribution gratuite d'actions ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement des titres, le montant maximal consacré à ces acquisitions et le nombre maximal de titres à acquérir indiqués ci-dessus seront ajustés en conséquence par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération ;
- 4) fixe à dix-huit mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation qui prive ainsi d'effet, pour la partie non utilisée, toute délégation antérieure accordée au Conseil d'Administration relative à l'acquisition par la Société de ses propres actions ;
- 5) confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre cette autorisation et, notamment, pour passer tous ordres de bourse, signer tous actes d'achat, de cession, d'échange ou de transfert, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tout autre organisme, procéder aux ajustements prévus ci-dessus, remplir toutes formalités et, en général, faire le nécessaire.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 342 909 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 2 797 abstentions.

TREIZIEME RESOLUTION

Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou sur le marché international, en euros ou en toute autre devise par l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières de la Société, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, à des actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société, ou, conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, de toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, que ce soit par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, ces valeurs mobilières pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;
- 2) décide de limiter ainsi qu'il suit le montant des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence :
 - le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises, directement ou sur présentation de valeurs mobilières, en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 80 millions d'euros, soit, à titre indicatif, 53 % du capital de la Société au 31 décembre 2010, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'augmentation de capital fixé dans la vingtième résolution, et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital;
 - le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ne pourra être supérieur à 1 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé dans la vingtième résolution ;

- 3) en cas d'usage de la présente délégation de compétence :
- décide que la ou les émissions seront réservées par préférence aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible,
 - confère au Conseil d'Administration la faculté d'instituer un droit de souscription à titre réductible,
 - consent au Conseil d'Administration, lorsqu'il constatera une demande excédentaire, le pouvoir d'augmenter le nombre de titres prévu dans l'émission initiale dans les conditions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce et dans la limite du pourcentage de l'émission initiale prévu par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de l'émission, étant entendu que le prix d'émission sera le même que celui retenu pour l'émission initiale, et que le montant nominal des émissions correspondantes s'imputera sur le montant du plafond visé ci-dessus ;
 - décide, conformément aux dispositions de l'article L. 225-134 du Code de commerce, que si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission telle que définie ci-dessus, le Conseil d'Administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :
 - limiter l'émission au montant de ces souscriptions, sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois-quarts de l'émission considérée,
 - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits,
 - offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;
- 4) constate que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;
- 5) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
- fixer les conditions de la ou des émissions, et notamment les formes et caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
 - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
 - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
 - déléguer lui-même au Directeur Général, ou avec son accord, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital ainsi que celui d'y surseoir dans les limites et selon les modalités que le Conseil d'Administration pourra préalablement fixer,
 - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 6) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet, pour la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 11 708 415 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 1 892 abstentions.

QUATORZIEME RESOLUTION

Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-135-1, L. 225-136, et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou sur le marché international, en euros ou en toute autre devise, par l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières de la Société, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, à des actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société ou, conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, de toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, que ce soit par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, ces valeurs mobilières pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;
- 2) décide de limiter ainsi qu'il suit le montant des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence :
 - le montant nominal global des actions susceptibles d'être émises, directement ou sur présentation de valeurs mobilières, en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 37 millions d'euros, soit, à titre indicatif, environ 25 % du capital de la Société au 31 décembre 2010, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'augmentation de capital fixé dans la vingtième résolution et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital;
 - le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ne pourra être supérieur à 1 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé dans la vingtième résolution ;
- 3) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente résolution en laissant toutefois au Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du Code de commerce, la faculté de conférer aux actionnaires, pendant un délai et selon les modalités qu'il fixera et pour tout ou partie d'une émission effectuée, une priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables, qui devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire ;
- 4) constate que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;
- 5) décide que :
 - le prix d'émission des actions ordinaires émises en vertu de la présente délégation, sera fixé par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions des articles L. 225-136 1° et R. 225-119 du Code de commerce et devra être au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action Imerys des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 % ;

- le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement, soit, pour chaque action ordinaire de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix minimum défini à l'alinéa précédent après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance ;
- 6) décide que le Conseil d'Administration pourra, dans la limite du montant global d'émission autorisé au paragraphe 2) ci-dessus, émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions existantes ou à émettre de la Société, à l'effet de rémunérer des titres apportés à la Société dans le cadre d'une offre publique d'échange dans les limites et sous les conditions prévues par l'article L. 225-148 du Code de commerce ;
- 7) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
- fixer les conditions de la ou des émissions, et notamment les formes et caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
 - augmenter, lorsqu'il constate une demande excédentaire, le nombre de titres prévu dans l'émission initiale dans les conditions prévues par l'article L. 225-135-1 du Code de commerce et dans la limite du pourcentage de l'émission initiale prévu par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de l'émission, étant entendu que le prix d'émission sera le même que celui retenu pour l'émission initiale,
 - en cas d'émission de titres appelés à rémunérer des titres apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange : arrêter le nombre et les caractéristiques des titres apportés en échange ; fixer les conditions d'émission, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser ; déterminer les modalités de l'émission,
 - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
 - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
 - déléguer lui-même au Directeur Général, ou avec son accord, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital ainsi que celui d'y surseoir dans les limites et selon les modalités que le Conseil d'Administration pourra préalablement fixer,
 - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 8) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 14 057 151 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 3 964 abstentions.

QUINZIEME RESOLUTION

Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre par placement privé visé au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136, et L. 228-91 et suivants du Code de commerce, et de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois et dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, dans le cadre d'une offre par placement privé visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, réalisée en France et/ou à l'étranger, portant sur des actions ordinaires et/ou toutes autres valeurs mobilières de la Société, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, à des actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société, que ce soit par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, les valeurs mobilières ainsi émises pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;
- 2) prend acte que les émissions susceptibles d'être réalisées en application de la présente délégation sont, conformément à la loi, limitées à 20 % du capital par an, étant précisé que ce délai d'un an court à compter de chaque émission réalisée en application de la présente délégation,
- 3) décide de fixer ainsi qu'il suit le montant des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence :
 - le montant nominal global des actions susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 20 % du capital de la Société au jour de l'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond spécifique d'augmentation de capital visé au paragraphe 2 de la quatorzième résolution ci-dessus, et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
 - le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ne pourra être supérieur à 1 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé dans la vingtième résolution ;
- 4) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente résolution ;
- 5) constate que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;
- 6) décide que :
 - le prix d'émission des actions ordinaires émises en vertu de la présente délégation, sera fixé par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions des articles L. 225-136 1° et R. 225-119 du Code de commerce et devra être au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action Imerys des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %,
 - le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement, soit, pour chaque action ordinaire de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix minimum défini à l'alinéa précédent après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance ;
- 7) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
 - fixer les conditions de la ou des émissions, et notamment les formes et caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,

- augmenter, lorsqu'il constate une demande excédentaire, le nombre de titres prévu dans l'émission initiale dans les conditions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce et dans la limite du pourcentage de l'émission initiale prévu par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de l'émission, étant entendu que le prix d'émission sera le même que celui retenu pour l'émission initiale,
 - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
 - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
 - déléguer lui-même au Directeur Général, ou avec son accord, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital ainsi que celui d'y surseoir dans les limites et selon les modalités que le Conseil d'Administration pourra préalablement fixer,
 - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 8) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 14 256 113 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 4 593 abstentions.

SEIZIEME RESOLUTION

Autorisation donnée au Conseil d'Administration à l'effet de fixer le prix d'émission des actions ordinaires ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, en cas de suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et dans la limite de 10 % du capital social par an

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 et L. 225-136, 1°, alinéa 2, du Code de commerce :

- 1) autorise le Conseil d'Administration, en cas d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital sans droit préférentiel de souscription, dans les conditions prévues par les quatorzième et quinzième résolutions, et dans la limite annuelle de 10 % du capital de la Société tel qu'existant à la fin du mois précédant le jour de l'émission, à déroger aux conditions de fixation du prix et fixer le prix d'émission des actions ordinaires ou des valeurs mobilières donnant accès au capital à un montant qui sera au moins égal :
 - s'agissant du prix d'émission des actions ordinaires, au cours de clôture de l'action Imerys sur le marché Euronext Paris le jour de négociation précédant la date de fixation du prix d'émission, éventuellement diminué d'une décote maximale de 10 %, et
 - s'agissant du prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital, au montant tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission visé au paragraphe précédent ;
- 2) précise, en tant que de besoin, que le montant nominal des émissions réalisées dans le cadre de la présente délégation s'imputera sur le plafond spécifique d'augmentation de capital visé au paragraphe 2 de la quatorzième résolution ci-dessus ;
- 3) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente autorisation qui prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 18 412 125 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 4 452 abstentions.

DIX-SEPTIEME RESOLUTION

Délégation de pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social en vue de rémunérer des apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital, dans la limite de 10 % du capital par an

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-147 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder, sur le rapport d'un ou plusieurs commissaire(s) aux apports, dans la limite de 10 % du capital de la Société, tel qu'existant à la date d'utilisation de la présente délégation, à l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, à des actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables ;
- 2) décide, en tant que de besoin, de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres émis dans le cadre de la présente délégation au profit des porteurs de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, objets des apports en nature ;
- 3) décide que le montant nominal des émissions réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond spécifique d'augmentation de capital visé au paragraphe 2 de la quatorzième résolution ; à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 4) prend acte que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;
- 5) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour statuer sur l'évaluation des apports et le rapport du ou des commissaires aux apports, arrêter les modalités et conditions des opérations autorisées et notamment l'évaluation des apports et, le cas échéant, l'octroi d'avantages particuliers, fixer le nombre de titres à émettre en rémunération des apports ainsi que leurs caractéristiques, procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'apport, constater la réalisation des augmentations de capital en résultant, procéder à la modification corrélative des statuts, accomplir toutes formalités, procéder à toutes déclarations et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des opérations ainsi autorisées ;
- 6) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 6 024 762 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 4 347 abstentions.

DIX-HUITIEME RESOLUTION

Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 à L. 225-129-6 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'émission, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou le marché international, en euros ou toute autre devise, de toutes valeurs mobilières (autres que des actions) donnant droit à l'attribution, immédiatement ou à terme, de titres de créance sur la Société, y

compris des obligations ou titres assimilés, des titres subordonnés à durée déterminée ou non et tous autres titres conférant dans une même émission un droit de créance sur la Société ;

- 2) décide que le montant nominal maximum des émissions réalisées en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra être supérieur à 1 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé dans la vingtième résolution ;
- 3) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour :
 - fixer les conditions et modalités de chaque émission et toutes les caractéristiques des valeurs mobilières à émettre ainsi que des titres de créance auxquels elles donneraient droit à attribution, et notamment, leur valeur nominale, leur date de jouissance, leur prix d'émission, le cas échéant avec prime (ladite prime s'imputant sur le montant maximum visé au paragraphe 2) ci-avant), leur taux d'intérêt, fixe et/ou variable, et sa date de paiement, les modalités, le cas échéant, de la subordination du principal et/ou des intérêts, les modalités d'amortissement et/ou de remboursement anticipé, le cas échéant avec ou sans prime, ou même de rachat par la Société, leur durée et toutes les autres caractéristiques ;
 - décider, le cas échéant, de conférer une garantie ou des sûretés aux valeurs mobilières à émettre, ainsi qu'aux titres de créance auxquels ces valeurs mobilières donneraient droit à attribution, et en arrêter la nature et les caractéristiques ;
 - d'une manière générale, arrêter l'ensemble des modalités de chacune des émissions, passer toutes conventions, conclure tous accords, prendre toutes mesures, accomplir toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 4) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 90 389 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 10 041 abstentions.

DIX-NEUVIEME RESOLUTION

Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes de fusion, d'apport ou autres

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 225-130 du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par incorporation au capital de tout ou partie des réserves, bénéfices, primes de fusion, d'apport ou autres sommes dont l'incorporation au capital serait admise, sous forme d'attribution gratuite d'actions ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés ;
- 2) décide que le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra pas être supérieur au plafond spécifique d'augmentation de capital visé au paragraphe 2 de la treizième résolution ci-dessus, étant précisé qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 3) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
 - fixer les conditions de la ou des émissions, notamment arrêter le montant et la nature des réserves ou primes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre ou le montant par lequel le nominal des actions composant le capital social sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle

à laquelle l'élévation du nominal portera effet, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,

- imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
 - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
 - décider, le cas échéant, que les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles et que les actions correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits dans le délai et les conditions fixés par la réglementation en vigueur,
 - déléguer lui-même au Directeur Général, ou avec son accord, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital ainsi que celui d'y surseoir dans les limites et selon les modalités que le Conseil d'Administration pourra préalablement fixer,
 - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 4) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 89 796 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 2 891 abstentions.

VINGTIEME RESOLUTION

Limitation globale du montant nominal des émissions d'actions ordinaires et de titres d'emprunt pouvant résulter des délégations et autorisations qui précèdent

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de fixer :

- à 1 milliard d'euros, ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, le montant nominal maximum des titres d'emprunt susceptibles d'être émis en vertu des délégations et autorisations relatives à l'émission de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital social ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance, conférées par les treizième, quatorzième, quinzième, dix-septième et dix-huitième résolutions de la présente Assemblée ;
- à 80 millions d'euros le montant nominal maximum des augmentations de capital, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations et autorisations conférées par les treizième, quatorzième, quinzième, dix-septième et dix-neuvième résolutions de la présente Assemblée, étant précisé qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 563 146 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 3 239 abstentions.

VINGT-ET-UNIEME RESOLUTION

Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de la Société ou de son Groupe

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, dans le cadre des dispositions des articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail relatifs à l'épargne salariale, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 à L. 225-129-6 et de l'article L. 225-138-1 du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par

l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe de la Société et/ou des sociétés ou groupements, français ou étrangers, qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail, et qui remplissent, en outre, les autres conditions éventuellement imposées par le Conseil d'Administration ;

- 2) décide que le montant nominal des augmentations du capital social susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 1,6 million d'euros, soit, à titre indicatif, environ 1 % du capital de la Société au 31 décembre 2010, étant précisé que ce plafond est autonome et distinct du plafond global d'augmentation de capital fixé par la vingtième résolution de la présente Assemblée et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 3) décide que le prix de souscription des actions émises en vertu de la présente délégation ne pourra être inférieur à la moyenne des derniers cours cotés lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'Administration fixant la date d'ouverture des souscriptions, diminuée, le cas échéant, de la décote maximale prévue par la loi au jour de la décision du Conseil d'Administration ;
- 4) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres à émettre au profit des bénéficiaires mentionnés ci-dessus ;
- 5) confère tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, au Conseil d'Administration pour mettre en œuvre la présente délégation et, notamment, à l'effet de :
 - déterminer les sociétés dont les salariés et mandataires pourront bénéficier de l'offre de souscription aux émissions objet de la présente délégation,
 - fixer les conditions, notamment d'ancienneté, que devront remplir les bénéficiaires de ces offres de souscription,
 - fixer les conditions de la ou des émissions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
 - fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, le prix, la date de jouissance des titres émis, les modalités de libération des actions,
 - décider si les souscriptions pourront être réalisées directement et/ou indirectement par l'intermédiaire de fonds communs de placement,
 - fixer les modalités et conditions d'adhésion aux plans d'épargne d'entreprise ou de groupe, en établir le règlement ou, en cas de plans préexistants, en modifier le règlement si nécessaire,
 - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
 - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
 - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 6) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 418 223 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 2 962 abstentions.

VINGT-DEUXIEME RESOLUTION

Renouvellement de l'autorisation donnée au Conseil d'Administration de consentir aux salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, ou à certaines catégories d'entre eux, des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du

rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-177 à L. 225-186 du Code de commerce :

- 1) autorise le Conseil d'Administration à consentir, selon ce qu'il jugera approprié, en une ou plusieurs fois, aux salariés et mandataires sociaux de la Société et, le cas échéant, des sociétés et groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-180 du Code de commerce, ou à certaines catégories d'entre eux, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles ou à l'achat d'actions existantes de la Société ;
- 2) constate qu'en application des dispositions de l'article L. 225-178 du Code de commerce, la présente autorisation emporte, au profit des bénéficiaires des options de souscription d'actions, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'options ;
- 3) décide que le nombre d'options pouvant être consenties en vertu de la présente autorisation ne pourra donner droit à souscrire ou acquérir un nombre total d'actions supérieur à 5 % du capital de la Société au jour de la décision du Conseil d'attribuer les options, étant précisé que ce plafond est commun à la présente résolution et aux vingt-troisième et vingt-quatrième résolutions ci-après et qu'il est fixé compte non tenu du nombre d'actions à émettre, le cas échéant, pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 4) décide que le prix de souscription ou d'achat des actions par les bénéficiaires sera déterminé par le Conseil d'Administration le jour où les options seront consenties, dans les limites et selon les modalités prévues par la loi, étant précisé :
 - qu'en cas d'options de souscription d'actions, le prix de souscription sera égal à 100 % de la moyenne des premiers cours cotés de l'action aux vingt séances de bourse précédant le jour de l'attribution,
 - qu'en cas d'options d'achat d'actions, le prix d'achat des actions sera égal à 100 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la Société au titre des articles L. 225-208 et L. 225-209 du Code de commerce ;
 - que par exception, une décote pourra être, le cas échéant, appliquée au prix de souscription ou d'achat d'actions des options susceptibles d'être attribuées dans le cadre d'opérations d'actionnariat salarié mises en œuvre par la Société, dans les conditions prévues par la loi ;
- 5) décide que l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions à des dirigeants mandataires sociaux sera conditionnée à l'atteinte d'un ou plusieurs critères de performance déterminés par le Conseil d'Administration au jour de l'attribution ;
- 6) fixe à dix ans le délai pendant lequel les options devront être exercées à compter du jour où elles auront été consenties ;
- 7) décide qu'aucune option de souscription ou d'achat d'actions ne pourra être consentie moins de vingt séances de bourse après que soit détaché des actions un coupon donnant droit à un dividende ou à un droit préférentiel de souscription à une augmentation de capital ;
- 8) indique que les actions pouvant être obtenues par exercice des options d'achat d'actions consenties en vertu de la présente résolution devront être acquises par la Société, soit dans le cadre de l'article L. 225-208 du Code de commerce, soit, le cas échéant, dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par la douzième résolution soumise à la présente Assemblée au titre de l'article L. 225-209 du Code de commerce ou de tout programme de rachat d'actions mis en œuvre antérieurement ou postérieurement à l'adoption de la présente résolution ;
- 9) confère au Conseil d'Administration tous pouvoirs pour, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, mettre en œuvre la présente autorisation et, notamment, à l'effet de :
 - fixer les dates auxquelles seront attribuées les options,
 - fixer les modalités et autres conditions dans lesquelles seront attribuées les options et arrêter la liste des bénéficiaires des options tels que prévus ci-dessus,
 - fixer la ou les périodes d'exercice des options ainsi consenties, sous réserve de la durée maximale des options telle que fixée ci-dessus,
 - prévoir la faculté de suspendre temporairement les levées d'options pendant un délai maximal de trois mois en cas de réalisation d'opérations financières impliquant l'exercice d'un droit attaché aux actions,

- décider des conditions dans lesquelles le prix et le nombre des actions à souscrire ou à acheter pourront être ajustés lorsque de tels ajustements sont prescrits par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment dans les différentes hypothèses prévues aux articles R. 225-137 à R. 225-142 du Code de commerce,
- procéder, le cas échéant, sur sa seule décision et s'il le juge opportun, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission afférentes aux augmentations de capital, notamment celles des frais, honoraires et droits occasionnés par leur réalisation et prélever sur ces primes les sommes nécessaires à la dotation à la réserve légale en vue de la porter au dixième du nouveau capital social après chaque augmentation du capital,
- constater la ou les augmentations de capital réalisées en exécution de la présente autorisation, modifier corrélativement les statuts et accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitives ces augmentations de capital,
- et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire ;

10) fixe à trente-huit mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation qui prive ainsi d'effet, pour la partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 13 587 770 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 3 263 abstentions.

VINGT-TROISIEME RESOLUTION

Renouvellement de l'autorisation donnée au Conseil d'Administration de procéder au profit des salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, ou de certaines catégories d'entre eux, à des attributions gratuites d'actions de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial du Commissaire aux comptes, dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce :

- 1) autorise le Conseil d'Administration à procéder, selon qu'il jugera approprié, en une ou plusieurs fois, au profit des salariés et mandataires sociaux de la Société et, le cas échéant, des sociétés et groupements d'intérêt économique qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, ou à certaines catégories d'entre eux, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la Société ;
- 2) décide que les actions existantes ou à émettre susceptibles d'être attribuées en vertu de cette autorisation ne pourront représenter plus de 5 % du capital de la Société au jour de la décision du Conseil d'attribuer les actions, étant précisé que ce plafond est commun à la présente résolution et aux vingt-deuxième et vingt-quatrième résolutions de la présente Assemblée et qu'il est fixé compte non tenu du nombre d'actions à émettre, le cas échéant, pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 3) décide que l'acquisition des actions gratuites attribuées aux dirigeants mandataires sociaux sera conditionnée à l'atteinte d'un ou plusieurs critères de performance déterminés par le Conseil d'Administration au jour de l'attribution, à l'exception toutefois des actions gratuites susceptibles d'être attribuées dans le cadre d'opérations d'actionnariat salarié mises en œuvre par la Société ;
- 4) décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires sera définitive au terme de la période d'acquisition fixée par le Conseil d'Administration sans qu'elle puisse être inférieure à celle prévue par la réglementation en vigueur au jour de l'attribution ;
- 5) décide que la durée minimale de conservation des actions par les bénéficiaires sera celle fixée par le Conseil d'Administration sans qu'elle puisse être inférieure à celle prévue par la réglementation en vigueur au jour de l'attribution des actions ;
- 6) prend acte de ce que, en cas d'attribution gratuite d'actions à émettre, la présente décision emporte de plein droit au profit des bénéficiaires, renonciation des actionnaires à tout droit sur les actions nouvelles attribuées gratuitement, et à la partie des réserves, bénéfices ou primes qui sera incorporée au capital au titre de cette attribution ;

- 7) indique que les actions existantes pouvant être attribuées au titre de la présente résolution devront être acquises par la Société, soit dans le cadre de l'article L. 225-208 du Code de commerce, soit, le cas échéant, dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par la douzième résolution soumise à la présente Assemblée au titre de l'article L. 225-209 du Code de commerce ou de tout programme de rachat d'actions mis en œuvre antérieurement ou postérieurement à l'adoption de la présente résolution ;
- 8) confère au Conseil d'Administration tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, afin de mettre en œuvre la présente autorisation et, notamment, à l'effet de :
 - déterminer les catégories des bénéficiaires des attributions ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions gratuites,
 - fixer les délais d'attribution définitive et de conservation des actions dans le respect des délais minimums prévus par la réglementation en vigueur,
 - fixer et arrêter les conditions d'émission des actions qui pourront être émises dans le cadre de la présente autorisation,
 - procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société de manière à préserver les droits des bénéficiaires,
 - constater, le cas échéant, l'augmentation ou les augmentations de capital réalisées en vertu de la présente autorisation, modifier corrélativement les statuts, et accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitives ces augmentations de capital,
 - et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire ;
- 9) fixe à trente-huit mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation qui prive ainsi d'effet, pour la partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 13 634 784 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 3 228 abstentions.

VINGT-QUATRIEME RESOLUTION

Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (BSA), au bénéfice de salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, ou à certaines catégories d'entre eux

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants, L. 225-138 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par l'émission de bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (les "BSA") susceptibles, le cas échéant, d'être remboursables par la Société ;
- 2) décide que le montant nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 5 % du capital de la Société au jour de l'émission, étant précisé que (i) ce plafond est commun à la présente résolution et aux vingt-deuxième et vingt-troisième résolutions de la présente Assemblée et que (ii) ce montant ne tient pas compte des actions à émettre, le cas échéant, pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 3) décide que le prix de souscription des actions auxquelles donneront droit les BSA sera au moins égal à la moyenne des cours de clôture de l'action de la Société aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision d'émission des BSA ;
- 4) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires de la Société aux BSA à émettre et de réserver ce droit à des salariés et mandataires sociaux de la Société et/ou de ses filiales françaises et étrangères au sens des articles L. 225-180 et L. 233-3 du Code de commerce, ou à certaines catégories d'entre eux ;

- 5) prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 dernier alinéa du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions à émettre par exercice des BSA au profit des titulaires de ces bons ;
- 6) décide que le Conseil d'Administration disposera, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et dans les conditions et limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
- déterminer la liste, et le cas échéant, les catégories de personnes autorisées à souscrire des BSA parmi les salariés et mandataires sociaux de la Société et/ou de ses filiales, ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères de souscription,
 - déterminer le nombre de BSA à attribuer à chacun des bénéficiaires et le nombre d'actions auxquelles donnera droit chaque bon,
 - déterminer si les BSA émis seront ou non remboursables par la Société,
 - fixer, conformément à la réglementation en vigueur au jour de l'émission, l'ensemble des caractéristiques des BSA, notamment leur prix de souscription, les conditions et délais de souscription et d'exercice des bons, leur éventuelle période d'incessibilité, leur modalité d'ajustement ainsi que, le cas échéant, le seuil de déclenchement et la période de remboursement des BSA par la Société, et plus généralement l'ensemble des conditions et modalités de l'émission,
 - fixer le prix de souscription des actions auxquelles donneront droit les BSA dans les conditions prévues ci-dessus,
 - constater la réalisation de l'augmentation de capital pouvant découler de l'exercice des BSA et procéder à la modification corrélative des statuts,
 - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
 - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
 - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin de la présente délégation ;
- 7) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive ainsi d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 13 457 951 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 3 294 abstentions.

VINGT-CINQUIEME RESOLUTION

Autorisation donnée au Conseil d'Administration de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes :

- 1) autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à annuler, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions de la Société détenues par celle-ci dans la limite de 10 % du capital par périodes de vingt-quatre mois, et à réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur d'achat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles ;
- 2) confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet d'arrêter le montant définitif de la réduction de capital dans les limites prévues par la loi et par la présente résolution, en fixer les modalités, constater sa réalisation, imputer la différence entre le prix d'achat des actions et leur valeur nominale sur les postes de primes et de réserves disponibles de son choix, accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue de rendre définitives les réductions de capital réalisées en vertu de la présente autorisation et modifier en conséquence les statuts ;

- 3) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente autorisation qui prive d'effet à compter de ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 1 378 230 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 16 077 abstentions.

VINGT-SIXIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour les formalités

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente Assemblée, pour accomplir toutes les formalités de dépôt ou de publicité.

La présente résolution est approuvée à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés, étant noté que 48 248 voix "contre" ont été exprimées ainsi que 17 862 abstentions.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président déclare la séance levée. Il est 13 heures.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, lequel est signé par les membres du Bureau.

Le Président

Les Scrutateurs

Le Secrétaire